

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES

Un nouveau règlement européen en matière de protection des données à caractère personnel est d'application depuis le 25 mai 2018.

Il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD), aussi appelé General Data Protection Regulation (GDPR), qui impose de nouvelles obligations à toutes les formes d'organisations, entreprises et de cabinets et les contraint à prendre des mesures techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données à caractère personnel.

En tant que cabinet d'avocats, la S.P.R.L. AVOCATS DELFOSSE & ASSOCIES (ci-après « Nous » ou « la S.P.R.L. ») intervient en qualité de Responsable du Traitement de l'ensemble des données à caractère personnel traitées par lui.

Dès lors, nous avons fait les démarches nécessaires afin que le cabinet et ses processus de travail soient conformes au RGPD.

Pour de plus amples informations, nous vous invitons à consulter notre politique de protection des données à caractère personnel reprise ci-dessous :

1. QUI ?

La présente politique de protection des données règle le traitement des données à caractère personnel par la S.P.R.L. AVOCATS DELFOSSE & ASSOCIES, en tant que responsable du traitement, dont le siège est sis Rue Beeckman 45 à 4000 LIEGE, dont le numéro d'entreprise est le BE0808.717.308 et qui a désigné Sophie DELFOSSE comme personne de contact pour le traitement (sd@avocatsdelfosse.be)

2. QUELLES DONNÉES ?

Le règlement général sur la protection des données définit le terme « données à caractère personnel » comme suit :

« Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » (article 4, 1) du RGPD).

Les données à caractère personnel que nous collectons comprennent notamment :

- les données d'identification personnelle telles que le nom, le prénom, l'adresse (privée/professionnelle), le numéro de téléphone (privé et/ou professionnel), l'adresse e-mail (privée et/ou professionnelle), le numéro d'identification national ;
- les caractéristiques personnelles telle que l'âge, le genre, la date de naissance, le lieu de naissance, la nationalité, la langue, la composition familiale ;
- les données d'identification électronique telles que les adresses IP, les identifiants de cookies, le type de navigateur ;
- les données d'identification financière telles que le numéro de compte bancaire, le bilan, la solvabilité, les revenus ;
- les données concernant la situation professionnelle et la formation telles que la fonction, les responsabilités, l'employeur, le régime de travail ;
- les données concernant la situation liée à votre santé, à la sécurité sociale (par exemple, le statut relatif à l'assurance chômage, à l'assurance maladie-invalidité,...) ;
- les habitudes de vie, les loisirs, les circonstances sociales, les circonstances de votre vie privée dont vous nous faites état ;
- les circonstances familiales (célibataire, divorcé, marié, veuf,...) ;
- les données relatives à des plaintes, des incidents, des différends vous impliquant.

3. À QUELLES FINS LES DONNÉES SONT-ELLES UTILISÉES ?

Exerçant des activités juridiques propres à la profession d'avocat, la S.P.R.L. est amenée, à ce titre, à collecter et traiter de multiples données à caractère personnel (par exemple, des données personnelles relatives aux clients, aux adversaires,...).

Les données à caractère personnel des clients sont traitées uniquement dans le cadre de missions confiées à la S.P.R.L.

À cet égard, nous pouvons assurer que ces données sont traitées uniquement pour l'un des motifs légitimes énumérés ci-après :

- le respect de nos obligations légales (à titre d'illustration, le Code Judiciaire nous oblige à renseigner les noms, prénoms, numéro de registre national et adresses des justiciables dans les actes de procédure) ;
- la défense en justice au sens large, comprenant, notamment, la rédaction de consultations/avis juridiques, la rédaction de requête, de plaintes, de conclusions, la gestion des dossiers dans le cadre du mandat qui nous est confié ;
- la sécurité ;
- la gestion des activités du secrétariat ;
- la gestion du service de facturation et de comptabilité ;
- Dans le cadre de l'interaction avec les autorités, les huissiers et les acteurs de la justice, il est éventuellement possible que certaines données personnelles doivent être communiquées.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que la S.P.R.L., dans le cadre de l'exercice de ses activités d'avocat, est également liée par le secret professionnel et de nombreuses données à caractère personnel sont couvertes par ce dernier. Les informations communiquées par nos clients sont soumises au secret professionnel et ne sont transmises à aucun tiers, sauf lorsque la loi nous l'impose.

4. BASE LEGALE POUR LE TRAITEMENT DES DONNEES (principe de licéité du traitement)

La S.P.R.L. traite les données à caractère personnel sur pied de l'une des bases de licéité suivantes :

- lorsque le traitement est nécessaire pour l'exécution de contrats auxquels la personne concernée est partie ou en vue d'exécuter des mesures précontractuelles prises à sa demande conformément à l'article 6.1.b) du RGPD (par exemple, dans le cadre de l'exécution du contrat de mandat conclu entre l'avocat et son client) ;
- lorsque le traitement est nécessaire pour l'accomplissement de ses obligations légales conformément à l'article 6.1.c) du RGPD (par exemple, le Code Judiciaire nous autorise à utiliser des données personnelles ou nous impose d'y faire référence dans la rédaction de divers actes de procédure – articles 43, 702, 741, 743, 744, 745, 1026, 1034, 1240 du Code Judiciaire) ;
- lorsque la personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques conformément à l'article 6.1.a) du RGPD.

5. DURÉE DU TRAITEMENT

La S.P.R.L. s'engage à ce que le traitement des données à caractère personnel soit limité à ce qui est strictement nécessaire dans le cadre des intérêts légitimes énumérés ci-dessus.

La S.P.R.L. conserve les données à caractère personnel des différentes parties au moins pendant la durée des missions qui lui sont confiées.

Il existe, par ailleurs, différentes obligations applicables dans le cadre de dossiers juridiques, tel que le devoir de conservation professionnel propre aux avocats.

Ainsi, les données à caractère personnel des personnes concernées seront, en principe, conservées pour une durée de 5 ans.

Toutefois, en raison des spécificités du cas d'espèce et de la législation applicable, il est possible que nous conservions des données à caractère personnel pour une période plus longue, aussi longtemps que la conservation de ces données est exigée par la loi ou est nécessaire pour assurer l'exécution des missions qui nous sont confiées.

Les données à caractère personnel des personnes concernées ne seront donc pas conservées pour une période plus longue que celle nécessaire aux finalités énumérées ci-dessus.

6. MESURES DE SÉCURITÉ

La S.P.R.L. a mis en place des mesures de sécurité appropriées sur le plan technique et organisationnel afin d'éviter la destruction, la perte, la falsification, la modification, l'accès non autorisé par des tiers ou la notification par erreur à des tiers des données à caractère personnel collectées, ainsi que tout traitement non autorisé de ces données.

La S.P.R.L. a en outre opté pour un logiciel destiné aux cabinets d'avocats (DLex de Wolters Kluwer) qui respecte les normes les plus strictes de sécurisation des données (ISO 27001), conformément aux articles 24 et 28 du RGPD.

7. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Toute personne concernée a, à tout moment, le droit de consulter gratuitement vos données à caractère personnel, ainsi que de prendre connaissance de l'utilisation que la S.P.R.L. fait de ces données.

7.1. Droit de modification, de suppression et de limitation

Toute personne concernée est libre de communiquer, ou non, ses données à caractère personnel à la S.P.R.L..

Les données à caractère personnel sont collectées dans la mesure où elles sont nécessaires pour l'exécution du contrat de mandat conclut entre la personne concernée et la S.P.R.L..

En outre, toute personne concernée a, à tout moment, le droit de demander à la S.P.R.L. de rectifier, compléter ou supprimer vos données à caractère personnel.

La personne concernée reconnaît toutefois qu'en cas de refus de communication ou de demande de suppression des données à caractère personnel, nous serons dans l'impossibilité de vous fournir certains services.

Toute personne concernée peut également demander la limitation du traitement de vos données à caractère personnel.

7.2. Droit d'opposition

Toute personne concernée dispose d'un droit d'opposition contre le traitement de ses données à caractère personnel pour des motifs impérieux et légitimes.

En outre, toute personne concernée a le droit de s'opposer à l'utilisation de données à caractère personnel à des fins de marketing direct. Dans ce cas, elle ne doit même pas invoquer de motif.

7.3. Droit de libre transfert des données

Toute personne concernée dispose du droit de recevoir les données à caractère personnel qu'elle a fournies à la S.P.R.L. dans un format structuré, couramment utilisé et de transmettre ces données à d'autres responsables du traitement.

7.4. Droit de retrait du consentement

Pour autant que le traitement soit basé sur votre consentement préalable, toute personne concernée a le droit de retirer ce consentement.

7.5. Exercice de vos droits

Toute personne concernée peut exercer ses droits en contactant la S.P.R.L. à cette fin par e-mail à l'adresse vd@avocatsdelfosse.be, par courrier à l'adresse Rue Beeckman 45 à 4000 LIEGE.

7.6. Décisions automatisées et profilage

Le traitement des données à caractère personnel ne comprend aucun profilage et ne fera pas l'objet de décisions automatisées par la S.P.R.L..

7.7. Droit à l'introduction d'une plainte

Toute personne concernée a le droit d'introduire une plainte auprès de l'Autorité de protection des données par courrier ordinaire (Rue de la Presse 35 à 1000 Bruxelles) ou via leur site web (<https://autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>) et ce, sans préjudice de tout recours devant un Tribunal civil.

8. COOKIES

La consultation du site web de la S.P.R.L. AVOCATS DELFOSSE & ASSOCIES peut entraîner l'installation de cookies. Ces derniers simplifient la visite et optimisent l'ergonomie du dialogue.

Toute personne concernée peut refuser l'installation de ces cookies, mais ce refus peut empêcher d'accéder à certains services des sites web.

9. LETTRES D'INFORMATION

La S.P.R.L. prend son rôle de conseiller juridique à cœur et souhaite informer de manière proactive ses clients sur les modifications importantes de la législation ou les tendances de la jurisprudence qui pourraient avoir des conséquences pour le client.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données, la S.P.R.L. demande à chaque client de donner préalablement son consentement avant l'envoi de lettres d'information.

Par ailleurs, la S.P.R.L. laissera à tout moment la possibilité de retirer le consentement pour toute forme de communication à but informatif, le cas échéant.

10. MODIFICATIONS

La présente politique de protection des données peut faire l'objet de modifications. Nous vous recommandons de consulter régulièrement la politique de protection des données pour prendre connaissance des éventuelles modifications.

Afin d'avertir de tout changement relatif à cette politique, nous modifierons la date de mise à jour ci-dessous. Les modifications de la présente politique sera dès lors applicable à partir de la dernière date de mise à jour.

Dernière mise à jour : 4 janvier 2024